

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 29 mars 2023****Objet n° 24** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mme Lorraine De Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Hasan Koyuncu, Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maite Bodart, MM. Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Michel De Herde, Échevin; Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, M. Abdelhakim El Karaoui, Mme Naima Belkhatir, Conseillers communaux.

#Objet : Ordonnance du Conseil communal autorisant temporairement sans permis d'urbanisme les extensions de terrasses et le placement de terrasses sur emplacement de stationnement - Autorisation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 37 voix contre 0 et 3 abstention(s).

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte ;

Vu la Circulaire du secrétaire d'état de l'urbanisme et du patrimoine de la région de Bruxelles-Capitale concernant le principe des dispenses pour les demandes de permis d'urbanisme pour l'aménagement ou la modification de l'espace public et les aménagements provisoires de voirie à titre d'essai du 2 avril 2021 ;

Vu les lignes directrices « Terrasses horeca dans l'espace public jusqu'au 30 septembre 2024 » rédigées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale ;

Vu le Règlement de Police concernant l'occupation de l'espace public à des fins commerciales du 23 février 2022 ;

Vu le Règlement communal d'urbanisme ;

Considérant que le Bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, des décrets, des ordonnances et des règlements ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; que cette compétence concerne également les commerces et autres établissements publics ou privés ;

Considérant que, dans le cadre des dernières crises sanitaire et économique, la fédération Horeca et d'autres associations représentatives du secteur ont demandé à la Région un soutien dans l'aménagement de terrasses et un cadre réglementaire clair ; que les lignes directrices précitées répondent à cette demande en prolongeant, jusqu'au 30 septembre 2024, le cadre adopté une première fois par le gouvernement en avril 2021 ;

Considérant que les circonstances actuelles appellent à un soutien de la dynamique du secteur Horeca ;

Considérant que les conditions imposées par l'autorité régionale permettent de faciliter le contrôle des terrasses Horeca dans l'espace public ;

Considérant que l'octroi d'extensions des terrasses et de placement des terrasses sur stationnement n'est pas sans conséquence sur la tranquillité publique ; qu'une communication claire s'impose ; que la présente Ordonnance poursuit l'objectif d'efficacité en la matière ;

Considérant que les autorisations délivrées sur base de cette Ordonnance le seront à titre précaire et révocable ;

DECIDE

Article 1

Les extensions de terrasses et l'installation de terrasses sur les emplacements de stationnement sont autorisées pour autant qu'elles soient installées conformément aux règles contenues dans les lignes directrices « Terrasses horeca dans l'espace public jusqu'au 30 septembre 2024 » rédigées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale.

Ces lignes directrices sont annexées à la présente Ordonnance et en font partie intégrante.

L'extension consiste en l'agrandissement, sur le trottoir et/ou sur une place de stationnement, de l'espace occupé par une terrasse.

Sont autorisés à étendre la terrasse et à installer une terrasse sur emplacement de stationnement :

1. Les gérants en ordre d'autorisation terrasse et sans arriérés de taxe ;
2. Les gérants ne disposant pas d'autorisation terrasse.

Seront irrecevables, les dossiers introduits par des demandeurs dont les antécédents contiennent des nuisances liées à l'occupation privative de l'espace public à des fins commerciales et/ou dont la demande de paiement de la taxe n'est pas réglée ou qui n'ont pas respecté leur autorisation en 2022 (par ex. occupation de 2 places au lieu d'une).

Article 2

En sus des règles contenues dans les lignes directrices annexées à la présente ordonnance, les terrasses sur emplacement de stationnement doivent répondre aux règles suivantes :

1. Les matériaux (tables et chaises) utilisés doivent être en bois ou en métal à l'exclusion des mobiliers en plastiques ;
2. Il est interdit de placer quelconque revêtement au sol et les planchers sont également interdits (article 45 RCU) ;

3. Les publicités qui ne concernent pas directement et exclusivement l'établissement lui-même sont interdites ;
4. Seuls les emplacements de stationnement situés directement en face de l'établissement sont exploitables : cela signifie que la longueur de l'installation ne peut dépasser les limites latérales du commerce ;
5. Un maximum de deux places de stationnements pourra être occupé par la terrasse.

Le gérant est en ordre de paiement de la taxe relative à l'occupation privative de la voie publique à des fins commerciales.

Article 3

Pour le surplus, le Règlement de Police concernant l'occupation de l'espace public à des fins commerciales du 23 février 2022 est d'application à l'exception des dispositions qui sont en contradiction avec la présente Ordonnance, notamment :

- L'article 1, 1° ;
- L'article 3 ;
- L'article 4 ;
- L'article 5, al. 1 et 2 ;
- L'article 8, § 4 ;
- L'article 16 ;
- L'article 19, al. 1 ;
- L'article 20 ;
- L'article 29, § 2, 6° et 7° ;
- L'article 34, § 1 et § 2, al. 1 ;

Article 4

Les demandes d'extensions d'une terrasse et d'installation d'une terrasse sur emplacement de stationnement doivent être introduites auprès du service « commerces » de l'administration communale.

Les coordonnées de ce service sont les suivantes : commerces@1030.be - avenue Georges Rodenbach 29 - 02/431.65.60

La demande sera irrecevable si :

1. Au vu du plan fourni, la demande est manifestement contraire aux règles précitées (lignes directrices, règlement de police communal, règlement d'urbanisme communal, etc) ; ET/OU
2. Le dossier administratif de l'établissement n'est pas en ordre ; ET/OU
3. Si le gérant n'avait pas respecté les conditions d'octroi l'an dernier.

Les autorisations seront délivrées, à titre précaire et révoquant, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les autorisations d'extension sont temporaires et toute installation devra être retirée au plus tard le 31 octobre 2023 en 2023 et au plus tard le 30 septembre 2024 en 2024.

Article 5

§ 1. Les forces de police sont chargées de veiller au respect du présent arrêté, au besoin par la contrainte et/ou la force.

§ 2. En cas d'infraction à l'une des dispositions précitées, au règlement communal d'urbanisme ou au règlement de police relatif à l'occupation privative de l'espace public, une sanction administrative sera infligée conformément à la procédure définie par la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Les sanctions administratives communales suivantes sont prévues :

1. une amende administrative de maximum 350 euros ;
2. une suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune
3. une retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
4. une fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Un recours contre la sanction peut être introduit par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

§ 3. Le mobilier placé sur la voie publique sans autorisation devra être enlevé sur le champ sur simple réquisition du Bourgmestre ou des agents assermentés ou de la police.

Lorsque le mobilier dont question à l'alinéa premier n'est pas immédiatement retiré, les dispositifs concernés feront l'objet, sur ordre du Bourgmestre et aux frais du contrevenant, d'un enlèvement d'office par la police.

Les objets ainsi retirés seront entreposés pour une période de 6 mois toujours aux frais du contrevenant. Si le contrevenant ou ses ayants droits n'a pas réclamé ses biens à l'expiration de ce délai de 6 mois, la Commune acquiert de plein droit la propriété des dispositifs placés illégalement sur la voie publique (conformément à la Loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsions, art. 4, al. 1).

Le collège des bourgmestre et échevins a le droit de vendre les matériaux et objets, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'il choisit.

Le contrevenant est tenu au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de vente des matériaux et objets. Le remboursement des sommes dont le contrevenant est redevable à l'Administration est poursuivi à l'initiative de l'Administration, par lettre recommandée à la poste.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 mars 2023.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 maart 2023

Voorwerp nr 24 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wnd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mevr. Lorraine De Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Hasan Koyuncu, Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maite Bodart, HH. Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Michel De Herde, Schepen; Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, H. Abdelhakim El Karaoui, Mevr. Naima Belkhatir, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Verordening van de Gemeenteraad om het uitbreiden van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen tijdelijk toe te staan zonder stedenbouwkundige vergunning - Toestemming #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 37 stem(men) tegen 0 en 3 onthouding(en).

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect;

Gelet op de Omzendbrief van de staatssecretaris bevoegd voor stedenbouw en erfgoed van het brussels hoofdstedelijk gewest betreffende het principe van vrijstellingen van vergunningsaanvragen voor de aanleg of aanpassing van de publieke ruimte en voor de voorlopige proefaanleg van wegen van 2 april 2021;

Gelet op de richtlijnen “Horecaterras in de openbare ruimte tot 30 september 2024” geschreven door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Politierglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden van 23 februari 2022;

Gelet op het Gemeentelijke reglement van stedenbouw;

Overwegende dat de Burgemeester belast is met de uitvoering van de wetten, de decreten, de ordonnances en de verordeningen;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; dat deze bevoegdheid ook betrekking heeft op de handelszaken en andere publieke of private instellingen;

Overwegende dat de Horecafederatie en andere organisaties die representatief zijn voor de sector, in het kader van de recente gezondheids- en economische crisissen de regio om steun hebben gevraagd bij de ontwikkeling van terrassen en een duidelijk regelgevingskader; dat de bovengenoemde richtlijnen aan dit verzoek beantwoorden door het kader, dat de regering in april 2021 voor het eerst heeft goedgekeurd, te verlengen tot 30 september 2024;

Overwegende dat de huidige omstandigheden steun vereisen voor de dynamiek van de horecasector;

Overwegende dat de door de regionale overheid opgelegde voorwaarden de controle op de horecaterrassen in de openbare ruimte vergemakkelijken;

Overwegende dat het verlenen van uitbreidingen van de terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen niet zonder gevolgen is voor de openbare rust; dat heldere communicatie essentieel is; dat deze verordening de doelstelling van efficiëntie op dit gebied nastreeft;

Overwegende dat de op grond van deze verordening verleende machtigingen op een precaire en herroepbare basis zullen zijn;

BESLUIT

Artikel 1

Uitbreidingen van terrassen zijn toegelaten, mits ze worden geplaatst volgens de regels die in de richtlijnen “Horecaterras in de openbare ruimte tot 30 september 2024” geschreven door de Regering van het Gewest Bruxelles-hoofdstedelijke zijn opgenomen. Deze richtlijnen zijn aan deze Verordening geannexeerd en vormen een integraal onderdeel daarvan.

De uitbreiding bestaat uit een vergroting, op het voetpad en/of op een parkeerplaats, van de bezette ruimte van een terras.

Zijn toegelaten om een terras uit te breiden en om een terras op parkeerplaats te installeren:

1. De uitbaters die over een toelating beschikken om een terras te plaatsen en die geen achterstallige belastingen hebben;
2. De uitbaters die niet over een toelating voor een terras beschikken.

Zullen niet-ontvankelijk zijn, dossiers die worden ingediend door aanvragers die bekend staan voor overlast met betrekking tot de bezetting van de openbare ruimte voor commerciële doeleinden, en/of voor wie het verzoek om betaling van de belasting niet is afgehandeld of die hun vergunning in 2022 niet hebben nageleefd (bv. 2 plaatsen innemen in plaats van één).

Artikel 2

Naast de regels die zijn opgenomen bij deze verordening gevoegde richtlijnen, dienen terrassen op parkeerplaatsen te voldoen aan de volgende regels:

1. De gebruikte materialen (tafels en stoelen) moeten van hout of metaal zijn, met uitzondering van plastic meubels;
2. Het plaatsen van vloerbedekkingen en bodem zijn verboden (sectie 45 RCU);

3. Advertenties die niet rechtstreeks en uitsluitend de inrichting zelf betreffen, zijn verboden;
4. Enkel de parkeerplaatsen gelegen direct voor de inrichting kunnen gebruikt worden : dit betekent dat de bezette oppervlakte door de laterale grens van de handelszaak wordt beperkt;
5. Het terras mag maximaal twee parkeerplaatsen innemen.

De uitbater is in orde met de betaling van belastingen betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden.

Artikel 3

Voor het overige is het Politiereglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden van 23 februari 2022 van toepassing met uitzondering van de bepalingen die in strijd zijn met deze verordening, in het bijzonder:

- Artikel 1, 1°;
- Sectie 3;
- Sectie 4;
- Artikel 5, lid. 1 en 2 ;
- Artikel 8, § 4;
- Artikel 16;
- Artikel 19, lid. 1;
- Sectie 20;
- Artikel 29, § 2, 6° en 7°;
- Artikel 34, § 1 en § 2, al. 1;

Artikel 4

Aanvragen voor de uitbreiding van een terras en de aanleg van een terras op een parkeerplaats moeten worden ingediend bij de afdeling "handelaars" van het gemeentebestuur.

De contactgegevens voor die dienst zijn als volgt : handel@1030.be - Georges Rodenbachlaan 29 – 02/431.65.60

Het verzoek wordt onontvankelijk indien:

1. Gelet op het voorziene plan is de aanvraag kennelijk in strijd met de voormelde regels (richtlijnen, gemeentelijk politiereglement, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, enz.); EN/OF
2. Het administratief dossier van de inrichting is niet in orde; EN/OF
3. Als de beheerder vorig jaar niet aan de voorwaarden voor toekenning had voldaan.

De preciaire en herroepbare toelatingen worden afgegeven door het College van Burgemeester en Schepenen.

De toelatingen van uitbreidingen zijn tijdelijk en alle installaties moeten uiterlijk op 31 oktober 2023 in 2023 en uiterlijk op 30 september 2024 in 2024 verwijderd zijn.

Article 5

§ 1. De Politiediensten worden belast met het toezicht op de naleving van het onderhavige besluit, indien nodig door gebruik van dwang en/of geweld.

§ 2. In geval van een overtreding van één van de voornoemde bepalingen, het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of het Politiereglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden, zal een administratieve sanctie opgelegd worden zoals bepaald bij wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

De volgende administratieve sancties zijn voorzien:

1. een boete van maximum 350 euro's;
2. een administratieve schorsing van de vergunning of toelating die door de gemeente werd afgeleverd;
3. een administratieve intrekking van de vergunning of toelating die door de gemeente werd afgeleverd;
4. een administratieve sluiting van de vestiging voor een bepaalde termijn of definitief.

Een beroep tegen de sanctie kan voor de politierechtbank ingevoerd worden, volgens de rechterlijke procedure binnen een termijn van een maand vanaf de betekening van de beslissing.

§ 3. Het meubilair dat zonder vergunning op de openbare weg geplaatst wordt, moet op eenvoudig verzoek van de burgemeester of beëdigde agenten of van de politie worden verwijderd.

Wanneer het meubilair waarvan sprake in het eerste lid niet onmiddellijk wordt verwijderd, zullen de betrokken inrichtingen op bevel van de Burgemeester en op kosten van de overtreder het voorwerp uitmaken van de ambtshalve verwijdering door de politie.

Het aldus verwijderde meubilair zal gedurende zes maanden ten koste van de overtreder worden opgeslagen. Indien de overtreder of zijn rechthebbenden na het verstrijken van deze termijn van 6 maanden niet om zijn goederen hebben verzocht, verwerft de Gemeente van rechtswege de eigendom van de hulpmiddelen die illegaal op de openbare weg zijn geplaatst (zoals bepaald in de Wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting, wat de bewaring van fietsen betreft, art. 4, lid. 1).

Het College van burgemeester en schepenen heeft het recht om de objecten en het materieel te verkopen, te vervoeren, op te slaan en te vernielen op een plaats naar keuze.

De overtreder moet alle uitvoeringskosten terugbetalen, na aftrek van de verkoopprijs van de materialen en voorwerpen. De terugbetaling van de bedragen die de inbreukmaker aan de Administratie verschuldigd is, wordt op initiatief van de Administratie voortgezet, bij aangetekende brief aan de post.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 maart 2023.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE